

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES SAMEDIENS À 3 HEURES DU SOIR.

MATARIKI 18. — N° 13.

TE VEA NO TAHITI.

Nahana misa 27 mali 1869.

PRIX DE L'ABONNEMENT (Tophie d'assurance)		
Un an.....	18 fr.	
Deux ans.....	36 fr.	
Trois ans.....	54 fr.	

Un numéro : 25 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

AU BUREAU DE LA POSTE,

Imprimerie du Gouvernement.

BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE

MESSAGER DE TAHITI

PRIX DES ANNONCES (en francs)

Les 20 dernières lignes 10 c. la ligne.

Au-delà de 20 lignes 15 c. la ligne.

Les annonces renseignées ou payées à moitié le prix de la prestation seront

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Arrêtés concernant l'exécution des lois, décrets, etc., dans les Établissements français de l'Océanie et les Etats du Protectorat ; — mentions des juges des tribunaux de commerce ; — Direction établieant la liste des assesseurs — Arrêté relatif aux attributions de chef du service judiciaire. — Arrêté administratif.

PARTIE NON OFFICIELLE. — Témoignages de reconnaissance — Souvenir pour l'inauguration du nouveau temple protestant. — Nouveautés du port. — Obit, et triste. — Annonces.

PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux îles de la Société,

Vu le décret en date du 18 octobre 1868, portant organisation de l'administration de la justice dans les Établissements français de l'Océanie et les Etats du Protectorat des îles de la Société ;

Vu la dépêche ministérielle du septembre 1868, relative à l'indication ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 28 avril 1843, ensemble le décret du 14 juillet 1860 ;

Sur le rapport du procureur impérial, chef du service judiciaire ; Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTEROS, sauf approbation de S. Ex. le Ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies :

Art. 1^{er}. Les lois, décrets, arrêtés et règlements dans les Établissements français de l'Océanie et les Etats du Protectorat seront exécutés à Papeete le lendemain de leur publication au journal officiel.

Ce délai sera augmenté de trois jours pour les districts de l'île de Tahiti proprement dite ; de quatre jours pour les districts de la presqu'île de Faaiparu ; de huit jours pour ceux de Moorea ; d'un mois pour les îles Tuamotu ; et enfin de deux mois pour toutes les autres localités.

Art. 2. Le ressort des tribunaux des Établissements français de l'Océanie s'étendra sur les îles Marquises et sur tous les Etats du Protectorat.

Art. 3. Les limites de juridiction des cantons de Taravao et d'Aaaa restent fixées conformément à l'article 9 de l'arrêté du 27 décembre 1863.

Art. 4. Les audiences des tribunaux sont ainsi fixées : à Taravao et à Aaaa, le mardi, pour les affaires civiles ; le vendredi, pour les matières correctionnelles et de simple police ; — à Papeete, les audiences du tribunal de 1^{re} instance auront lieu en matière civile, le mardi, en matière correctionnelle et de simple police, le vendredi.

Celles du tribunal de commerce, le lundi.

Celui du tribunal supérieur en matières civile et correctionnelle, le jeudi.

En matière criminelle et d'annulation, les premier et troisième semaines de chaque mois seulement.

Le tout, sans préjudice du droit d'accorder des audiences extraordinaires.

Les audiences commenceront à huit heures du matin.

Art. 5. Les parties appelées en conciliation se présenteront aux jours et heures fixés par le juge.

Art. 6. Les frais de justice et les droits de greffe, tant en matière civile qu'en matière commerciale ou criminelle, seront réglés : 1^{er} conformément aux tarifs de Paris, pour toutes les affaires de la compétence ordinaire des tribunaux de paix et de simple police ; 2^{me} par le tarif de Paris, augmenté de moitié, pour les affaires soumises aux autres jurisdictions.

Art. 7. Les frais de voyage des deux huissiers sont fixés, pour aller et retour, à six francs par myriamètre parcouru et au dessous.

Toutefois, les actes et significations auxquels il sera procédé à moins d'un kilomètre du chef-lieu de canton ne donneront lieu à aucun frais de transport.

Lorsque l'huisier de Papeete aura à se rendre à Moorea, il lui sera alloué le prix dûment certifié qu'il aura payé pour l'embarcation ; 2^{me} un droit fixe de 30 francs, quel que soit le point où il aura à se rendre.

Les frais de transport des deux huissiers seront à chaque voyage taxés par le juge du canton.

Art. 8. Les indemnités de route et de séjour dues aux fonctionnaires et employés de l'ordre judiciaire seront régies conformément à l'article 14 de l'arrêté du 3 août 1861.

Art. 9. Les fonctions de ministère public, près les tribunaux de paix de Taravao et d'Aaaa siégeront en matière correctionnelle et de simple police seront remplies par un gendarme qui désignera le commandant de la compagnie ; à défaut, par le chef du poste.

Les fonctions d'huissier près ces mêmes tribunaux sont attribuées au chef noto du district.

Art. 10. Tous les ans, dans la deuxième quinzaine de décembre, pour servir pendant toute l'année suivante, l'ordonnance 1^{er} de décret de l'intérieur dressera :

La liste des commerçants notables, français ou étrangers, résidant depuis un an au moins dans les Établissements français de l'Océanie et les Etats du Protectorat ; le Commandant Commissaire Impérial, après avoir pris l'aviso du chef du service judiciaire, nommera cinq de ces commerçants notables pour siéger comme juges au tribunal de commerce.

La liste générale des habitants notables de Tahiti et de Moorea.

Le Commandant Commissaire Impérial, sur cette liste, désignera

les dits notables appelés éventuellement à exercer les fonctions d'assesseurs pendant l'année.

Le procureur impérial, chef du service judiciaire, sera chargé de notifier ces nominations.

Pour l'année 1869, les deux listes seront établies immédiatement.

Art. 11. Les membres portés sur les listes de l'année précédentes pourront être désignés de nouveau ; chaque liste sera toujours tenue au complet.

Art. 12. Les assesseurs seront âgés de 25 ans révolus.

Art. 13. Sont incapables d'être assesseurs :

1^{er} Ceux qui ne jouissent pas de tout ou partie des droits politiques, civils et familiaux ;

2^{me} Les faillis, non réhabilités ;

3^{me} Les interdits et ceux qui sont pourvus d'un conseil judiciaire ; 4^{me} Ceux qui sont sous mandat d'amende de dépôt ou d'arrêt, ou en état d'accusation ;

5^{me} Ceux qui ont été condamnés soit à des peines définitives ou infamantes, soit à des peines correctionnelles pour des faits qualifiés crimes par la loi, ou pour délits de vol, d'escroquerie ou d'abus de confiance ;

Art. 14. Les empêchements résultent pour les juges, à raison de leur parenté ou de leur alliance soit entre eux, soit entre eux et les accusés ou la partie civile, sont applicables aux assesseurs, soit entre eux, soit entre eux et les juges, soit entre eux et les accusés ou la partie civile.

Art. 15. Nel ne peut être assesseur dans la même affaire où il a été officier de police judiciaire, témoin, interprète, expert ou partie.

Art. 16. L'ordonnance pris aux termes de l'article 25 de l'arrêté organique du 28 novembre 1866, doit porter l'indication du jour de l'ouverture des débats, mentionnera en même temps le jour auquel aura lieu le tirage des assesseurs.

Art. 17. Cette ordonnance sera notifiée à l'accusé avec l'acte d'accusation et à la liste des notables au moins 24 heures avant le tirage.

Art. 18. Le tirage se fera à la chambre du conseil, par le président, en présence du ministère public, de l'accusé ou de son défenseur.

Art. 19. L'accusé ou son défenseur et le procureur impérial pourront exercer chacun deux récusations préemptoires.

Art. 20. Si y a plusieurs accusés, ils pourront se concertier pour exercer leurs récusations, mais pourront en aucun cas excéder le nombre fixé par l'arrêté précédent.

Art. 21. Lorsque les assesseurs se seront point concertés pour exercer leurs récusations, l'ordre des récusations s'établira entre eux d'après la gravité de l'accusation.

Dans le cas d'accusation de crime de même gravité contre divers individus, l'ordre des récusations sera déterminé entre ceux-ci par la voie du sort.

Art. 22. Procès-verbal du tout sera dressé par le greffier et signé du magistrat qui aura présidé au tirage.

Extrait de ce procès-verbal, en ce qui concerne chacun des notables désignés par le sort, lui sera notifié dans les 48 heures.

La notification contiendra sommation de se trouver aux juries et heure indiquées dans l'ordonnance du président pour le jugement de l'affaire.

Art. 23. Si, au jour fixé, les assesseurs sur l'un d'eux n'avaient pas satisfait à la notification, il sera pourvu à leur remplacement par un tirage supplémentaire.

Art. 24. Le ministère public et l'accusé pourront, s'ils ne l'ont point épousé précédemment, exercer le droit de récusation qui leur est réservé par l'article 19.

Art. 25. Dans cas où les débats paraîtraient devoir se prolonger, le procureur impérial pourra requérir et le juge président ordonner l'adjonction d'un assesseur supplémentaire désigné par de sort, comme il vient d'être dit.

Une récusation ne sera exercée que si elle concerne.

L'accusé ou supplémentaire assiste à tous les débats.

Art. 26. Les assesseurs qui manqueront à leur service sans excuse légitime seront condamnés aux peines portées par l'article 396 du Code d'instruction criminelle.

Les excuses seront appréciées par le juge président, le juge impérial et l'officier membre du conseil de guerre.

Le cas échéant, les condamnations sont prononcées par le président à la pluralité des voix.

Art. 27. Avant d'entrer en fonctions, chaque assesseur appelé au service de la session prétrera, en présence du juge président, du juge impérial et d'un officier membre du conseil de guerre, le serment indiqué par l'article 312 du Code d'instruction criminelle.

Art. 28. Est et demeure maintenu l'arrêté du 16 novembre 1861, en ce qui concerne le service des interprètes employés près les tribunaux de commerce.

Art. 29. Nul ne pourra être nommé aux fonctions de défenseur près des tribunaux de commerce :

1^{er} S'il est âgé de 21 ans ;

2^{me} Si l'ordre de licenciement ou d'un certificat obtenu après examen.

Cet examen sera subi devant le juge président du tribunal supérieur, assisté du procureur impérial, et portera sur l'ensemble des dispositions de la loi française.

Art. 30. Le délai pour interjeter appel des jugements contradictoires

Article 24. L'article 61 du décret du 28 novembre 1866 est, en ce qui concerne le 2^e et même article, augmenté de la manière suivante : d'un mois, pour les îles Tuamotu ; de deux mois, pour les îles Gambier; et de trois, pour Moorea.

Art. 31. Dans tous les cas où il y aura lieu d'augmenter les délais, ou faire des réductions, conformément à l'article 83 du décret sus-dit du 28 novembre 1866, ces délais seront augmentés conformément à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 32. Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions contraires aux présentes.

Art. 33. L'ordonnance 1^{re} de Directeur de l'Intérieur et le Chef du service judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Messager* et inséré au *Bulletin officiel* des Établissements.

Papeete, le 23 mars 1869.
C^{te} de la RONCIÈRE.

Par le Commandant Commissaire Impérial :

L'Ordonnance p. 1.
M. le Directeur de l'Intérieur, — Le chef du service judiciaire,
FOURNIER L'ÉTANG. — HOLOZET.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux îles de la Société,

Vu l'article 24 du décret du 18 août 1868 sur l'organisation de l'administration de la justice dans les Établissements français de l'Océanie et les États du Protectorat des îles de la Société;

Vu l'article 10 de notre arrêté en date de ce jour régissant les dispositions propres à assurer l'exécution du décret précité;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 28 avril 1843, ensemble le décret du 14 janvier 1860;

Le chef du service judiciaire entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTONS :

Art. 1^{er}. Sont nommés juges au tribunal de commerce de Papeete, pour siéger jusqu'à la fin de la présente année :

M. ROBIN,
J. BONNET,
A. BOUDET,
M. MOEL,
GRAFFE.

Désignons M. Robin pour préside le tribunal.

Art. 2. Le procureur impérial, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, publié au *Messager* et inséré au *Bulletin officiel* des Établissements.

Papeete, le 23 mars 1869.

C^{te} de la RONCIÈRE.

Par le Commandant Commissaire Impérial :

Le Chef du service judiciaire,
HOLOZET.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux îles de la Société,

Vu l'arrêté du 16 de ce mois portant promulgation dans la colonie du décret impérial du 18 août 1868 organisant l'administration de la justice dans les Établissements français de l'Océanie et les États du Protectorat des îles de la Société;

Vu l'article 27 du dit décret;

Sur la proposition du procureur impérial, chef du service judiciaire,

AVONS DÉCRÉTÉ ET ARRÉTONS :

Art. 1^{er}. La liste sur laquelle les assesseurs du tribunal supérieur constitué en tribunal criminel doivent être tirés au sort sera composée comme suit, pour servir pendant l'année 1869 :

M. AMBROIS, négociant;
BOUDET, entrepreneur-présieur;
BONNET, négociant;
CHARTIER, négociant;
DROLLET, commerçant;
GEOIGET, commerçant;
GRAFFE, pharmacien civil;
KELLOGG, ingénieur en retraite;
LAROCHE, constructeur des ponts et chaussées;
MANOUE, propriétaire.

Art. 2. Le procureur impérial, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera enregistrée partout où besoin sera, publiée au *Messager* et insérée au *Bulletin officiel* des Établissements.

Papeete, le 23 mars 1869.

C^{te} de la RONCIÈRE.

Par le Commandant Commissaire Impérial :

Le Procureur impérial,
Chef du service judiciaire,
HOLOZET.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire Impérial aux îles de la Société,

Vu les décrets organiques sur le service de la justice en date des 18 août 1868 et 28 novembre 1866;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 28 avril 1843, ensemble le décret du 14 janvier 1860;

Vu les instructions ministérielles du 26 juin 1860, en ce qui concerne les attributions du chef du service judiciaire,

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTONS, sans approbation de S. Ex. le Ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies :

Art. 1^{er}. Le chef du service judiciaire prépare et soumet au conseil, dans les ordres du Commandant Commissaire impérial :

§ 1^{er}. Les projets de décrets, d'arrêtés, de règlements et instructions sur les matières judiciaires;

§ 2^{me}. Les rapports concernant :

Les conflits;

Les recours en grève;

Les mesures à prendre à l'égard des fonctionnaires attachés à l'ordre judiciaire, dans les cas prévus par les articles 63 et 76 des instructions ministérielles du 26 juillet 1860;

Les contestations entre les membres des tribunaux relativement à leurs fonctions, rangs prérogatives;

Ehfin, toutes autres affaires relatives à son service et qui doivent être portées au conseil d'administration.

Art. 2. Il a la correspondance avec le directeur des colonies, pour les renseignements à demander ou à transmettre en ce qui concerne son service, pour l'envoi des significations d'actes judiciaires, des relevés de toutes sortes, des relevés des bulletins judiciaires et des procès-verbaux de vérification des cassiers judiciaires.

Art. 3. Le chef du service judiciaire a dans ses attributions :

§ 1^{er}. La surveillance de la curatelle aux successions vacantes, telle qu'elle est déterminée par les ordonnances et décrets;

§ 2^{me}. Le visa des écrits en matière judiciaire destinés à l'impression;

§ 3^{me}. La préparation du budget des dépenses relatives à la justice;

§ 4^{me}. La vérification et le visa de toutes les pièces nécessaires à la justification et à la liquidation des frais de justice à la charge du service public;

§ 5^{me}. Le contre-séing des arrêtés, règlements, décisions du Commandant Commissaire Impérial en conseil, et autres actes de l'autorité locale qui ont rapport à l'administration de la justice;

§ 6^{me}. L'expédition et le contre-séing des provisions, commissions et congés délivrés par le Commandant Commissaire Impérial aux membres de l'ordre judiciaire, ainsi que ces commissions des officiers ministérielles;

§ 7^{me}. L'enregistrement partout où besoin est des commissions et autres actes qu'il expédie et contresigne;

§ 8^{me}. L'émission et la vérification et la validité union des états semestriels et des documents statistiques de l'administration de la justice à transmettre au Ministre de la marine et des colonies;

§ 9^{me}. L'inspection des archives greffes et du l'état civil;

§ 10^{me}. La controfumine des doubles registres et documents divers destinés au dépôt des archives coloniales;

§ 11^{me}. La nomination d's agents attachés aux tribunaux dont le traitement n'excede pas mille francs;

§ 12^{me}. La révocation ou la destitution de ces agents, après avoir pris les ordres du Commandant Commissaire Impérial.

Rapport du Chef du service judiciaire avec le Commandant Commissaire Impérial.

Art. 4. § 1^{er}. Le chef du service judiciaire prend les ordres généraux du Commandant Commissaire Impérial susceptibles de perturbation du service qui lui est confié, dirige et surveille leur exécution en ce conformément aux lois, décrets, arrondissements, règlements et décrets ministérielles, et rend compte au Commandant Commissaire Impérial périodiquement, et toutes les fois qu'il l'exige, des actes et résultats de son administration.

§ 2^{me}. Il informe immédiatement de tous les cas extraordinaires et circonstances imprévues qui intéressent son service.

§ 3^{me}. Il lui adresse à la fin de chaque année un compte moral et raisonné de la situation du service dont il est chargé.

§ 4^{me}. § 1^{er}. Le chef du service judiciaire travaille et correspond seul avec le Commandant Commissaire Impérial sur les matières de ses attributions.

§ 2^{me}. Si tel rapport et transmet ses ordres sur tout ce qui est relevant au service qu'il dirige.

§ 3^{me}. Il représente au Commandant Commissaire Impérial, toutes les fois qu'il en est requis, les registres des ordres qu'il a donnés et de sa correspondance officielle.

§ 4^{me}. Il porte à la connaissance du Commandant Commissaire Impérial, sans attendre ses ordres, les rapports qui lui sont faits par ses subordonnés sur les abus à référer et les améliorations à introduire dans les parties du service qui leur sont confiées.

Art. 5. Il prépare et propose, en ce qui concerne le service qu'il dirige :

La correspondance générale du Commandant Commissaire Impérial avec le Ministre de la marine et des colonies et avec les agents français à l'étranger; les ordres généraux de service;

Et tous les autres travaux de même nature dont le Commandant Commissaire Impérial juge à propos de le charger.

Il tient enregistrement de la correspondance générale du Commandant Commissaire Impérial relative à son service.

Art. 6. Le chef du service judiciaire rend compte au Commandant Commissaire Impérial de tout ce qui est relatif à la conduite des magistrats à veille au maintien de la discipline des tribunaux et propose les décrets du Commandant Commissaire Impérial sur les actes qui y portent contumace.

Il examine les plaintes, pétitions et autres griefs portés à la partie des détenus et en rend compte au Commandant Commissaire Impérial.

Art. 8. Il présente les rapports sur les demandes en dispense de mariage et sur celles à consentement à mariage.

Art. 9. Il se fait remettre et adresse au Commandant Commissaire Impérial, après en avoir fait la vérification, les doubles minutes des actes qui doivent être envoyés au dépôt des archives coloniales en France.

Art. 10. Il présente au Commandant Commissaire Impérial la liste des candidats aux places de juge-juré vacantes dans les tribunaux de première instance et supérieur.

Il présente également les candidats aux places de défenseurs ou officiers ministérielles et de tous les agents attachés aux tribunaux. Il propose la révocation, la destitution ou toutes autres mesures disciplinaires contre les défenseurs, officiers ministérielles ou agents attachés aux tribunaux.

Dispositions diverses.

Art. 11. Il correspond avec tous les fonctionnaires et les agents du gouvernement dans la colonie et les requiert, au besoin, de courir au bien du service qu'il dirige.

Art. 12. Le chef du service judiciaire est personnellement responsable de ses actes comme chef du service qu'il dirige, hors le cas où il justifie, soit avoir agi en vertu d'ordres formels du Commandant Commissaire Impérial et lui avoir fait sur ces ordres des représentations qui n'ont pas été accueillies, soit avoir proposé au Commandant Commissaire Impérial des mesures qui n'ont pas été adoptées.

MOUVEMENTS DU PORT DE PAPÉETE

Du vendredi 19 au jeudi 25 mars 1869 inclus.

Transports. Avis de l'île d'Entrecasteaux, commandé par M. Dewarre, naufrage de l'Aviso, ven. d'Anaa en 2 jours; 15 passagers.

NAVIRES DE COMMERCE ENTRÉES.
20 mars. Trois-mâts-barque britannique *Saint-More*, de 490 ton., cap. Gangaruel, ven. des Indes en 123 jours.

20 mars. Golet américaine *Flying Dart*, de 84 ton., cap. Bismarck, ven. de San Francisco en 25 jours; 1 passager.

20 mars. Golet anglaise *Neige*, de 92 ton., cap. Harrison, ven. d'Alimano en 1 jour.

22 mars. Trois-mâts-barque américain *W. Griffon*, de 241 ton., cap. Wedder, ven. de San Francisco.

22 mars. Golet du Protect. *Ado*, de 11 ton., cap. Ruzatama, ven. d'Anaa en 12 jours; 3 passagers.

24 mars. Golet du Protect. *Hornet*, de 38 ton., cap. Falcoser, ven. de Huahine en 14 jours; 10 passagers.

26 mars. Golet du Protect. *Annie Lourie*, de 47 ton., cap. McMillan, ven. d'Anaa en 2 jours; 2 passagers.

NAVIRES DE COMMERCE SORTIE.

19 mars. Aviso à hélice *D'Entrecasteaux*, commandé par M. Dewarre, naufrage de l'Aviso, all. à Meetea, Alimano en Anaa; 27 passagers.

20 mars. Golet américaine *Commerce*, commandée par M. Miner, envoi de vaisseaux, all. aux Marquises.

NAVIRES DE COMMERCE SORTE.

20 mars. Golet du Protect. *Tumara*, de 27 ton., cap. Ilaro, all. à Huahine.

20 mars. Cabot du Protect. *Teura*, de 10 ton., cap. Ilaro, all. à Anaa.

20 mars. Golet américaine *Maggie Johnson*, de 121 ton., cap. Miller, all. à Amatapu.

20 mars. Golet de Huahine *Temororata*, de 80 ton., cap. Amaui, all. à Huahine; 16 passagers.

BÂTIMENTS SUR BAIE.

DE GRIÈVE.
29 déc. 1868. Transport à voiles *Dorade*, commandé par M. de Saussac, lesteau de vaisseaux.

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

AVIS.

Le greffier, également à défaut d'avoué, à l'honneur d'informe le public que l'adjudication des immobiliers Johnson et Faucomp sera lieu à l'audience publique des crises du tribunal de première instance du 30 mars courant.

67-Mars-1.

Le Greffier, TH. VANDER VEENE.

Le 1^{er} janvier 1869 les sous-signés ont formé une association, sous la raison sociale *TUBERN, CHAPMAN & CO.*, pour l'établissement et la

exploitation commerciale de diverses propriétés de commerce à Tahiti. William H. Kelly agera en tant que représentant de l'association.

Tahiti, Mr. William H. Kelly signera en tant que représentant de l'association.

MATTHEW TURNER,
BENJ. F. CHAPMAN,

et J. W. DUNNETT.

Exécuteurs testamentaires de feu A. Gibson.

A VISS.— Les soumissionnaires invitant tous les crâneurs et détaillants de ses, vis à vis Andrew Gibson de présenter leurs réclamations pour vérification et paiement avant le 1^{er} avril prochain.

Papeete, le 23 février 1869.

D. BYRNES,

J. W. DUNNETT.

Exécuteurs testamentaires de feu A. Gibson.

A VISS.— Les affaires commerciales de feu signé Andrew Gibson seront continuées par ses héritiers sous la raison sociale A. Gibson & C°.

Papeete, le 25 février 1869.

D. BYRNES,

J. W. DUNNETT.

Exécuteurs testamentaires de feu A. Gibson.

49-27mars-1.

M. DROLLÉT ACHEVE LES PLACQUES VIDÉS A FRUITS,
en verre blanc, un franc pièce.

Dépot de glace de goyaques de la manufacture S. Drollé, chez DEXTER,
rue de la Petite Pologne.

Gros et détail. Wholesale and retail.

28-6fr-1f

VENTE OU LOCATION DE TERRES.—HOA RAA K TE TARABU RAA FENUA

A VENDRE (au comptant)

A u fond de la vallée de Sainte-Amélie, TERRE (vallons et mon tagos) en plein rapport.

S'adresser sur les lieux à M. Le Bihan.

47-27mars-1f

Indigene Teurorata Teutea a Matia, demeurant à Papara, avec un héritier de son mari, est dans l'intention de vendre à Meetea a Pape, vaste terrains les terres Teurorata, Tamanoa et Arapeape, situés dans le district de Mataea, sous-district d'Amataliapa, et inscrits sous le n° 328, 329 et 330.

Indigene Punaunuria Tetomata, demeurant à Punaunia, est dans l'intention de vendre à H. G. Ormond la terre Fenua, siaa dans le district de Punaunia et inscrite sous le n° 9, f° 194.

Te opus nei te vahine ra o Teurorata Teutea a Matia, et tia i Pape, mat se hisat mal et tie, i hoe atua Noachita a Pape, i vi Gibson, i te manu raua te Teurorata, Tamanoa et Arapeape, te vai i rolo i te matanina ia i Matia, te matanina ia i Amataliapa, e tel tomate his ia te mao n° 328, 329 et 330.

69-27mars-1

PAPETEE.—IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

12 mars 1869. Transport à voiles *Chever*, commandé par M. Girardin, lesteau de l'île d'Entrecasteaux.

12 mars. Aviso à hélice *D'Entrecasteaux*, commandé par M. Dewarre, lesteau de vaisseaux.

odres loca.

11 février. Côte local Rau, de 41 ton., cap. Leguen.

de commerce.

8 décembre 1868. Trois-mâts-barque, du Protect. *Alice*, de 160 ton., cap. Martin.

24 février. Trois-mâts-franc *Montpellier*, de 205 ton., cap. Lafon.

1^{er} mars. Bateau anglo *Touyou*, de 22 ton., cap. Bowles.

8 mars. Golet de Boraoro *Olorou*, de 18 ton., cap. Matra.

12 mars. Golet de la *Princesse de la Paix*, de 15 ton., cap. Tane.

14 mars. Trois-mâts-barque français *Bretagne*, de 420 ton., cap. Boursens.

16 mars. Golet anglaise *Mary Smith*, de 99 ton., cap. Watson.

18 mars. Bateau britannique *Kale-Heath*, de 81 ton., cap. Keay.

20 mars. Trois-mâts-barque français *Saint-Marc*, de 480 ton., cap. Congordel.

20 mars. Golet américaine *Flying Dart*, de 81 ton., cap. Bousquier.

20 mars. Golet anglaise *Neige*, de 81 ton., cap. Harrison.

21 mars. Golet britannique *Angela*, de 150 ton., cap. Freeman.

18 mars. Bateau *Kale-Heath*, de 81 ton., cap. Keay.

22 mars. Golet du Protect. *Ado*, de 11 ton., cap. Ruzatama.

24 mars. Golet du Protect. *Hornet*, de 28 ton., cap. Falcoser.

24 mars. Golet du Protect. *Annie Lourie*, de 47 ton., cap. McMillan.

Objet trouvé.

Un bijou a été trouvé dans les ruines Papete. S'adresser, pour le réclamer, au Parquet du Procureur impérial.

A jewel has been found in one of the streets of Papete; to claim it, address to the office of the Procureur impérial.

L'INDIGENE TIBOTTI A Matohoa.

Le demeurant à Parepiti, est dans l'intention de vendre à M. Guillasse la terre Atamavava, située dans le district de Parepi et inscrite sous le n° 23.

L'INDIGENE TERAIRIAH A Pareau.

Le demeurant à Pareau, est dans l'intention de vendre à M. Guillasse la terre Atamavava, située dans le district de Parepi et inscrite sous le n° 331, et 83.

A VENIR POMARE A TEU ET DAN

Le intention de louer à M. Lucas la terre Tematavaha, située dans le district d'Atahiti et dont le louer sera obtenu par le tribunal de l'île de Tahiti.

A VENIR NEUZ ATUAPEA POMARE.

A la fin de l'année l'intention de louer à M. Lucas la terre Tematavaha, située dans le district d'Atahiti et dont le louer sera obtenu par le tribunal de l'île de Tahiti.

7-27mars-1

ENREGISTREMENT DE TERRES.—TOMITE RAA FENUA.

La femme Tematavaha ra o Teurorata, a Pape, et demeurant à Parepiti, a loué son maré Apo a Tama, et dans l'intention de faire inscrire de nouveau les terres Teupana, Hoheas, Yeratua, Terai, et une partie de la terre Irirogo, sous deux titres distincts.

TOMITE RAA FENUA A TEU ET DAN
TE UMAINA RAA O TEUPANA
A la fin de l'année l'intention de louer à M. Lucas la terre Tematavaha, située dans le district d'Atahiti et dont le louer sera obtenu par le tribunal de l'île de Tahiti.

7-27mars-1

LE NOMME TEBATI A Pehi.
Le demeurant à Punaunia, et loué son maré et son mari tate eho a Pehi, et loué son maré et son mari tate eho a Tama, et loué son maré et son mari tate eho a Teupana, et loué son maré et son mari tate eho a Teupana, et loué son maré et son mari tate eho a Teupana.

TE UMAINA RAA O TEUPANA
Tebati a Pehi, et le sea ia le montua Orochena a Teupana, et loué son maré et son mari tate eho a Teupana, et loué son maré et son mari tate eho a Teupana.

7-27mars-1

TE TOMITE RAA FENUA A TEU ET DAN
Tebati a Pehi, et loué son maré et son mari tate eho a Teupana, et loué son maré et son mari tate eho a Teupana, et loué son maré et son mari tate eho a Teupana.

7-27mars-1

TE TOMITE RAA FENUA A TEU ET DAN
Tebati a Pehi, et loué son maré et son mari tate eho a Teupana, et loué son maré et son mari tate eho a Teupana.

7-27mars-1

TE TOMITE RAA FENUA A TEU ET DAN
Tebati a Pehi, et loué son maré et son mari tate eho a Teupana, et loué son maré et son mari tate eho a Teupana.

7-27mars-1

TE TOMITE RAA FENUA A TEU ET DAN
Tebati a Pehi, et loué son maré et son mari tate eho a Teupana, et loué son maré et son mari tate eho a Teupana.

7-27mars-1

TE TOMITE RAA FENUA A TEU ET DAN
Tebati a Pehi, et loué son maré et son mari tate eho a Teupana, et loué son maré et son mari tate eho a Teupana.

7-27mars-1